

## Délibération à voter en CHSCT : Constat d'un délit d'entrave

Le CHSCT de l'établissement <Raison sociale> réuni le <date> constate que son fonctionnement régulier a été entravé.

En effet, le non respect, par le chef de l'établissement, des prescriptions de l'article <citer l'article> du Code du Travail a occasionné l'impossibilité de remplir régulièrement les missions qui lui sont confiées par les articles L.4612-1 et suivants du même Code. (si possible, détailler les missions non ou incomplètement remplies).

<exposer précisément les faits, par exemple :

- a refusé de réunir le CHSCT à la suite d'une demande motivée faite conformément à l'article L.4614-10 du code du travail par deux représentants du personnel au CHSCT le <date>

- a omis d'informer et de réunir le CHSCT à la suite d'un accident du travail qui a eu des conséquences graves et qui s'est produit le <date lieu et heure>

- a omis d'informer et de consulter conformément au 7ème alinéa de l'article L.4612-8 du code du Travail, le CHSCT sur le projet important modifiant les conditions de travail <décrire le projet>.

Le CHSCT décide donc de mandater Monsieur <Nom Prénom>, membre élu au CHSCT, pour effectuer les démarches utiles, constituer un avocat et tenter une action en justice afin de faire sanctionner cette entrave au fonctionnement régulier du CHSCT.

### Vote

Nombre de représentants du personnel présents : <nombre>

Nombre de voix pour la décision : <nombre>

**La décision est adoptée.**